



Quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6 Marchés pertinents du haut et du très haut débit

Bilan et perspectives

Consultation publique

Réponse du Conseil Général du Cher

Préambule

L'ARCEP a mis en consultation publique ouverte du 4 juillet au 16 septembre 2013 un document relatif au bilan et aux perspectives en matière de régulation du haut et du très haut débit.

Le présent document représente la contribution du Conseil général du Cher à cette consultation.

Seules les questions destinées à l'ensemble des acteurs (et pas uniquement aux opérateurs) sur lesquels le Conseil général du Cher dispose d'un retour d'expérience concret ont été traitées.

Question 5

Les deux scénarii envisagés par l'Autorité ne semblent pas du tout comparables en termes de niveau de service.

En effet, les besoins majoritairement exprimés par les habitants des zones non dégroupées consistent à bénéficier des mêmes services qu'en zone dégroupée, et notamment des services audiovisuels. Envisager d'apporter uniquement des services audiovisuels non-linéaires (dont une partie est dans tous les cas accessibles via une simple connexion Internet) ne nous semble pas répondre au besoin.

De plus, la distinction entre services linéaires et services non-linéaires nous semble difficilement compréhensible pour un nombre important d'utilisateurs.

Le seul scénario envisageable pour que les habitants des zones non dégroupées bénéficient réellement de services audiovisuels nous semble donc être la création d'une offre de bitstream enrichie.

Question 6

En matière d'ouverture des services audiovisuels sur les NRA non dégroupés, les éléments importants nous semblent être :

- Permettre effectivement aux habitants concernés de disposer des services audiovisuels, sans qu'une (très) hypothétique venue d'opérateurs dégroupés ne les prive de ces services.
- Clarifier le cadre réglementaire afin que les possibilités d'action d'Orange soient connues par tous les acteurs. En effet, lorsque des habitants ou des élus locaux interrogent Orange sur l'ouverture de ces services audiovisuels en zone non dégroupée, il est fréquent que la réponse soit du type : « nous ne pouvons malheureusement pas ouvrir ces services car c'est réglementairement interdit », même si le NRA n'est pas fibré.

Question 9

La proposition d'utilisation du génie civil aérien de desserte pour le raccordement en fibre optique de sous-répartiteurs concernés par les projets de montée en débit nous semble très pertinente et particulièrement adaptée à certaines zones rurales.

Question 10

Ayant réalisé un NRZ-ZO sur le territoire départemental, il nous semblerait effectivement intéressant de pouvoir bénéficier du cadre réglementaire des NRA-MeD, notamment pour la question de la collecte.

Cependant, l'utilisation du GC NRA-SR à un tarif intéressant ne suffira pas à collecter le NRA-ZO, car le NRA d'origine n'est pas fibré !

Sur ce sujet, un enjeu réglementaire intéressant serait d'inciter Orange à fibrer les NRA encore collectés en cuivre et particulièrement ceux auxquels sont rattachés un ou plusieurs NRA-ZO.

Question 12

L'analyse de l'ARCEP nous semble parfaitement pertinente. L'élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange pour tout déploiement de boucle locale optique sera un élément facilitateur des déploiements très haut débit.

Question 13

Compte tenu des déploiements de boucle locale optique envisagés dans les 12 prochains mois, il apparaît effectivement que le périmètre géographique de la commune n'est pas pertinent en matière de commande d'accès au génie civil.

Une « zone de commande » à l'échelle d'une ZTR serait sans doute de nature à optimiser les processus d'accès.

Question 16

L'offre LFO a un impact très important sur la décision de dupliquer ou non le réseau de collecte existant d'Orange, en sachant qu'une telle duplication semble économiquement particulièrement inefficace.

Ainsi, toutes les pistes d'amélioration évoquées par l'Autorité nous semblent favoriser l'utilisation de l'offre LFO.

Cependant, seule l'apparition d'une offre de type IRU (voir question 17) nous semble garantir dans la durée la non-duplication de cette infrastructure.

Question 17

Compte tenu des enjeux liés à la collecte des réseaux, il nous semble tout à fait pertinent que l'Autorité initie une démarche d'analyse de marché spécifique au segment de la collecte, dans un délai le plus court possible.

Question 19

Dans un département rural tel que le Cher, avec une densité de population inférieure à 50 hab/km², la probabilité de déploiement d'une nouvelle infrastructure BLOD privée concurrente de celle d'Orange semble quasi nulle.

Par conséquent, il est important que la régulation intègre cette réalité commune à de nombreux territoires ruraux, même si cela ne concerne qu'une minorité de la population au niveau national.

Question 20

La question de la fermeture d'une partie du réseau cuivre (sous répartiteur ou NRA) est une question centrale dans le rythme de déploiement et d'adoption des nouveaux réseaux à très haut débit.

Au-delà de l'expérimentation de Palaiseau et de la mission confiée à Paul Champsaur, il nous semble important d'intégrer dans la réglementation la réalité suivante : ce sont les collectivités locales qui vont déployer largement les réseaux très haut débit, il faut donc veiller à ce que ces collectivités locales puissent participer aux décisions d'extinction du réseau cuivre.

Une question importante à traiter nous semble donc être : sous réserve d'un déploiement intégral d'un réseau de fibre optique sur la partie horizontale d'une zone donnée (zone arrière de SR ou zone arrière de NRA), qui pourra demander la fermeture du réseau cuivre sur la zone concernée ? Il nous semblerait logique que l'opérateur exploitant le nouveau réseau de fibre optique ou la collectivité locale en charge de l'aménagement numérique sur la zone considérée puisse faire cette demande à Orange. Une fois cette demande réalisée, un délai de prévenance de trois ans (et non cinq ans) pourrait sans doute être considéré comme suffisant. Ce délai pourrait éventuellement être modulée selon le nombre de logements dans la zone considérée.

Question 26

En matière d'analyse des besoins pour des offres de débits sur fibre optique, notre expérience acquise depuis 2008 sur un réseau FTTO nous permet de mettre en avant les éléments suivants :

- Des offres à faible débit (entre 2 Mb/s et 10 Mb/s) présentent un réel intérêt. En effet, au-delà du débit, de telles offres se différencient des liaisons cuivre traditionnelles par une meilleure qualité de service (latence très faible, continuité de fonctionnement...). De telles offres constituent une part importante du parc de liens optiques dans le département du Cher.
- Des offres à débits très importants (de 200 Mb/s à 1 Gb/s) sont très spécifiques et assez peu fréquentes, mais sont indispensables pour certains usages (centres de recherche, opérateurs télécoms, sous-traitant automobile...).

Question 33

Compte tenu des besoins professionnels exprimés sur notre territoire et qui ne peuvent aujourd'hui être adressés via des offres sur BLOD compte tenu de leur coût, il nous semble incontournable que des offres sur BLOM émergent pour répondre aux besoins des entreprises. Dans ces conditions, des fibres « surnuméraires » semblent à prévoir sur les tronçons NRA-PM, mais il nous semble encore difficile d'estimer leur nombre. Des bonnes pratiques pourraient utilement être mutualisées au niveau national sur ce point.

Question 34

Nous partageons l'analyse de l'autorité sur le très fort impact potentiel sur le marché entreprise d'offres adaptées sur BLOM.

Par contre, nous pensons que de telles offres sont susceptibles de se développer rapidement et en tout état de cause pendant les trois prochaines années.

Outre l'impact potentiellement important sur les plans d'affaires des opérateurs, il ne faut pas oublier que de telles offres seraient susceptibles d'apporter à de nombreuses entreprises des opportunités importantes d'innovation et de croissance. A ce titre, il nous semble important que la régulation favorise l'émergence de telles offres.

Question 36

La détermination des tarifs des offres d'accès aux BLOM est un exercice complexe. Si une logique d'analyse des coûts et de taux de rémunération du capital paraît relativement pertinente, il ne faut pas sous-estimer l'importance des principaux FAI nationaux. En effet, les principaux opérateurs intégrés indiquent régulièrement comme un pré-requis à leur venue en tant que FAI sur un RIP le fait que le catalogue tarifaire du RIP considéré soit identique à celui qu'ils proposent en tant qu'opérateurs de boucle locale optique. Et cela indépendamment du coût de construction du réseau !

Un encadrement plus précis de ces tarifs pourrait permettre de rééquilibrer le rapport de force au bénéfice des acteurs publics porteurs de RIP.

Question 38

L'analyse de l'Autorité sur la question des offres activées nous semble en partie erronée.

Tout d'abord, « dans les zones non câblées ayant fait l'objet d'engagement de déploiement de réseaux très haut débit des opérateurs privés » l'Autorité estime peu probable que des déploiements importants soient réalisés. Cela nous semble être en contradiction totale avec les annonces d'Orange en matière de couverture des zones AMII, dont beaucoup ne sont pas câblées (aucune zone AMII câblée dans le Cher par exemple). Ainsi, dans le département du Cher, Orange annonce d'ici fin 2017 une couverture FTTH pour environ 36 000 foyers, représentant 23% des foyers du Cher (données issues de la convention d'engagement signée en juillet 2013).

Ces déploiements prévisionnels nous semblent suffisamment importants pour justifier à minima une clause d'analyse à mi-parcours dans le cadre du prochain cycle d'analyse du marché sur cette question.

Concernant les zones d'initiative publique, l'Autorité estime que les opérateurs de RIP seront naturellement amenés à proposer une offre activée. Nous souhaitons attirer l'attention de l'Autorité sur les pratiques de certains FAI nationaux intégrés qui semblent conditionner leur venue sur un RIP à la fourniture uniquement d'offres passives.

Le fait d'imposer une obligation spécifique sur la fourniture d'offres d'accès à très haut débit activée permettrait à minima d'éviter toute forme de chantage sur cet aspect.

Afin d'éviter des dépenses inutiles, cette obligation pourrait toutefois être conditionnée à l'engagement d'un opérateur à commercialiser ce type d'offres.

Question 41

Nous partageons pleinement l'analyse de l'Autorité sur la nécessaire vigilance vis-à-vis des offres de détail faites par OBS. Afin de renforcer cette vigilance, il nous paraîtrait pertinent d'abaisser le seuil minimum des offres analysées par l'ARCEP.

En particulier, il nous semblerait pertinent que l'Autorité puisse obtenir des descriptifs techniques et tarifaires pour des offres d'un montant compris entre 50 000 et 100 000 euros. De plus, une telle analyse devrait pouvoir être réalisée sur demande d'un opérateur ou d'une collectivité, suite à une situation « surprenante » constatée sur le terrain.